
Deuxième session, trente et unième Législature

Second Session, Thirty-First Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 31

Bill No. 31

Loi autorisant les municipalités à
imposer un droit sur l'immatriculation
de certains véhicules automobiles

An Act to authorize municipalities to
impose a duty on the registration of
certain motor vehicles

Première lecture

First reading



M. TARDIF

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1977

Projet de loi n° 31

Loi autorisant les municipalités à imposer un droit sur l'immatriculation de certains véhicules automobiles

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

a) «directeur», le directeur du Bureau des véhicules automobiles;

b) «municipalité», toute corporation municipale créée par une loi de la Législature ou en vertu d'une loi de la Législature, y compris une corporation de comté dans le seul cas où celle-ci agit comme corporation locale en vertu de l'article 27 du Code municipal;

c) «immatriculation», «véhicule de ferme», «véhicule de promenade» et «véhicule de commerce», ce qu'entend par ces expressions le Code de la route (Statuts refondus, 1964, chapitre 231) ou un règlement adopté sous l'autorité dudit Code;

d) «véhicule», un véhicule de promenade à l'exclusion d'une motoneige, un véhicule automobile communément appelé «familiale» et un véhicule automobile communément appelé «4 × 4».

Bill No. 31

An Act to authorize municipalities to impose a duty on the registration of certain motor vehicles

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. In this act, unless otherwise required by the context,

(a) “director” means the Director of the Motor Vehicle Bureau;

(b) “municipality” means any municipal corporation created by an act of the Legislature or by virtue of an act of the Legislature, including a county corporation if acting as a local corporation under article 27 of the Municipal Code;

(c) “registration”, “farm vehicle”, “pleasure vehicle” and “commercial vehicle” have the meaning given to these expressions by the Highway Code (Revised Statutes, 1964, chapter 231) or a regulation made under the authority of the said Code;

(d) “vehicle” means a pleasure vehicle (except a snowmobile), a motor vehicle commonly known as a “station wagon” and a motor vehicle commonly known as a “4 × 4”.

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet autorise les municipalités qui le désirent à imposer un droit lors de l'immatriculation de certains véhicules automobiles et prévoit les mécanismes de perception de ce droit.

EXPLANATORY NOTE

This bill authorizes municipalities that so wish to impose a duty on the registration of certain motor vehicles, and provides for the means to collect it.

2. N'est pas considéré comme véhicule, aux fins de la présente loi:

(a) un véhicule de promenade, une «familiale» ou un «4 × 4» utilisé comme véhicule de ferme ou véhicule de commerce;

(b) un véhicule de promenade, une «familiale» et un «4 × 4» appartenant soit à une municipalité, soit à une corporation publique dont le conseil, quant à la majorité de ses membres, est formé d'un collège d'élus municipaux ou dont le budget doit être, d'après la loi, soumis à un tel collège.

3. Aux fins de la présente loi, le domicile est:

(a) le lieu, au Québec, où le détenteur d'un certificat d'immatriculation d'un véhicule à sa résidence principale s'il s'agit d'une personne physique ou sa principale place d'affaires s'il s'agit d'une personne morale, tel qu'il appert au dossier du Bureau des véhicules automobiles à la date que fixe le directeur pour l'envoi des demandes de renouvellement des certificats d'immatriculation; ou

(b) s'il s'agit d'une demande d'immatriculation faite autrement que par voie de renouvellement, le lieu, au Québec, où est située la résidence principale ou, selon le cas, la principale place d'affaires, selon la déclaration qui en est faite lors de la demande.

4. Toute municipalité peut, par règlement, décréter l'imposition à toute personne domiciliée dans la municipalité qui demande l'immatriculation d'un véhicule d'un droit équivalent à 30% des droits par ailleurs exigibles pour l'immatriculation dudit véhicule.

5. Le greffier ou secrétaire-trésorier, par courrier recommandé ou certifié, transmet au directeur copie certi-

2. For the purposes of this act, the following are not considered vehicles:

(a) a pleasure vehicle, a station wagon of a "4 × 4" used as a farm vehicle or commercial vehicle;

(b) a pleasure vehicle, a station wagon and a "4 × 4" owned either by a municipality or by a public corporation whose council or board is composed, with regard to the majority of its members, of a corporate body of elected municipal representatives, or whose budget must, according to law, be submitted to such a body.

3. For the purposes of this act, domicile means:

(a) the place in Québec where the holder of a vehicle registration certificate has his principal residence in the case of a natural person or, in the case of an artificial person, its principal place of business, as it appears in the records of the Motor Vehicle Bureau on the date fixed by the director for the sending of applications for the renewal of registration certificates; or

(b) in the case of an application for registration made otherwise than by way of a renewal, the place in Québec in which the principal residence or, as the case may be, the principal place of business, is situated, as declared in the application.

4. Every municipality may, by by-law, order the imposition on every person resident in the municipality who applies for the registration of a vehicle, a duty equivalent to 30% of the duties otherwise exigible for the registration of the said vehicle.

5. The clerk or the secretary-treasurer shall, by registered or certified mail, transmit to the director a certified

fiée du règlement visé dans l'article 4, avec un certificat indiquant la date d'entrée en vigueur de ce règlement.

Il fait de même au cas d'abrogation de ce règlement.

6. Une fois en possession des documents mentionnés dans le premier alinéa de l'article 5, le directeur doit, comme il perçoit les droits d'immatriculation par ailleurs exigibles et avec les mêmes pouvoirs, percevoir pour le compte de la municipalité dont il s'agit le droit visé dans l'article 4.

Il est tenu de le faire jusqu'à ce qu'il ait été avisé, suivant le deuxième alinéa de l'article 5, que la municipalité a abrogé son règlement d'imposition.

Le montant du droit perçu pour la municipalité doit être identifié distinctement lors de l'immatriculation.

7. Les revenus perçus pour une municipalité dans l'application de la présente loi, après déduction de cinq pour cent pour les frais de perception, sont versés à cette municipalité par toute personne que désigne le gouvernement aux époques, d'après les critères et suivant les modalités qu'il détermine par règlement.

8. Un droit perçu pour une municipalité conformément à la présente loi ne peut être remboursé ou crédité.

Toutefois, s'il a été perçu alors qu'il n'aurait pas dû l'être, le remboursement s'en effectue suivant les procédures établies par le ministre du revenu pour pareil cas.

9. Le directeur n'est tenu de se conformer à l'article 6 pour l'année d'immatriculation 1978 que si les documents

copy of the by-law contemplated by section 4 together with a certificate indicating the date of the coming into force of such by-law.

He shall do likewise if such by-law is repealed.

6. Once in possession of the documents mentioned in the first paragraph of section 5, the director must, in the same manner as he collects the registration duties otherwise exigible, and with the same powers, collect for the account of the municipality concerned, the duty provided for in section 4.

He is obliged to continue to do so until he is notified, in accordance with the second paragraph of section 5, that the municipality has repealed its imposition by-law.

The amount of the duty collected for the municipality must be identified separately at the time of registration.

7. The revenues collected for a municipality by application of this act, after deducting five per cent for collection expenses, shall be paid to such municipality by any person designated by the Government, at the times and in accordance with the criteria, terms and conditions the latter may determine by regulation.

8. No duty collected for a municipality in accordance with this act shall be reimbursed or credited.

However, if a duty is collected whereas it should not have been collected, it shall be reimbursed in accordance with the procedure established for such a case by the Minister of Revenue.

9. With regard to the registration year 1978, the director is obliged to comply with section 6 only if the docu-

mentionnés dans l'article 5 lui parviennent avant le 15 août 1977.

Il n'est tenu de commencer à le faire, pour une année subséquente, ou de cesser de le faire au cas d'abrogation, que si ces documents lui parviennent avant la date que fixe le gouvernement.

10. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

ments mentioned in section 5 are in his possession before 15 August 1977.

He is obliged to begin to do so, with regard to a subsequent year, or to cease to do so, in the case of repeal, only if such documents are in his possession before the date fixed by the Government.

10. This act shall come into force on the day of its sanction.